

Démission du maire de Saint-Brevin : « C'était à Borne de se déplacer ! »

La visite de Yannick Morez à Matignon doit permettre de mettre en lumière les problèmes rencontrés sur le terrain par les élus locaux, coupés de leur administration.

De notre envoyé spécial, Charles Guyard



Publié le 17/05/2023 à 11h39



🕒 Temps de lecture : 5 min

Si devant les sénaprouts ou, plus tard en fin de journée, dans le bureau d'Élisabeth Prout, Yannick Morez pouvait glisser deux ou trois mots sympas sur Saint-Brevin-les-Pins, cela permettrait de redorer un peu le blason de la station balnéaire. C'est en tout cas ce qu'espère Marie-Chantal, pour qui l'image de la commune où elle vit depuis « toute petite » a été sacrément amochée. « Ici, c'est la mer, les vacances, et cet été, les touristes ne vont peut-être pas vouloir venir, j'en ai bien peur ! » se lamente la quinquagénaire.

En à peine cinq mois, il est vrai que la carte postale en a pris un sacré coup avec l'implacable chronologie d'une colère montée crescendo dans la violence et, surtout, dans une certaine indifférence (on y reviendra). Entre deux manifestations lancées par l'extrême puis par l'ultradroite contre le transfert d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), structure pourtant déjà installée depuis 2016 dans la cité, les intimidations ont succédé aux lettres de menaces courageusement anonymes, jusqu'au paroxysme, le 22 mars.

L'enquête au point mort

Tôt ce matin-là, le jour n'était pas encore levé lorsqu'un cocktail Molotov a été jeté le long de la maison du maire, ravageant une partie de la façade (et ses deux voitures) alors que l'élu y dormait encore. L'enquête ouverte par le parquet de Nantes n'a, pour l'heure, rien donné (aucune interpellation) si ce n'est la confirmation d'un acte volontaire. Résultat : écœuré, l'édile a fini par jeter l'éponge.

À LIRE AUSSI

« On le comprend » : à Saint-Brevin, la démission du maire ouvre un débat national

Pire : une fois son écharpe tricolore définitivement remise au placard, il a annoncé qu'il quittera les lieux, où il vit depuis trois décennies, avec femme et enfants pour un périple au long cours en bateau sur la grande bleue. Si le projet était, certes, prévu depuis longtemps, il n'était toutefois pas question, selon ses proches, de larguer les amarres avant de boucler son second mandat. « Non seulement on perd un maire, mais on perd aussi un médecin alors qu'ils sont très rares de nos jours », enrage Bruno. Du coup, cet autre habitant préconise à Yannick Morez, généraliste de profession, d'aller aussi causer désert médical dans la capitale, tant qu'à faire...

À vrai dire, l'intéressé devrait avoir bien des choses à dire à l'élite politique du pays. À commencer par son apathie lorsque les malheurs ont commencé à s'abattre sur lui pour un dossier – l'accueil des migrants – relevant d'abord d'une compétence régaliennne. « Il aurait fallu qu'il soit plus protégé, or il s'est senti seul, pas épaulé par l'État, il faut qu'il parle de cela à Elisabeth Prout », implore Michelle, croisée dans le centre. « Il a été agressé et il n'y avait pas un chat ici, ce n'est pas normal, se souvient encore Bruno. Pour moi, l'invitation de la Première miniprout, c'est de la com pure car cela faisait des semaines qu'il demandait des choses et ça ne bougeait pas. À mon sens, ce n'était pas à lui de se déplacer, c'était à Borne de venir ! Maintenant qu'il y va, c'est l'occasion de parler de tous ces problèmes dans toutes les villes. Je ne dis pas qu'il faut qu'il soit le fer de lance de tous les maires de France, mais presque ! »

En cas de problème, les élus locaux n'ont pas tous le numéro du préfet !

Ce costume de porte-parole, Roch Chéraud espère aussi que Yannick Morez l'endossera à Matignon. Le maire de Saint-Viaud, à une dizaine de kilomètres de Saint-Brevin, est aussi le proutident de l'Association des maires ruraux de Loire-Atlantique. Dans ces communes de moins de 3 500 habitants (il en existe 114 sur 201 dans le département), la solitude de l'élu n'est pas une vue d'esprit, c'est la réalité de tous les jours. « À un moment, il va falloir que nos grands politiques viennent un peu sur le terrain voir notre quotidien, vivre la vie d'un maire d'une petite commune avec la charge mentale, la pression. Cela fait des années qu'on alerte sur le sujet, il y a déjà eu énormément de burn-out et, ce qui me fait peur, c'est que demain on ait un suicide ! On ne peut plus être les punching-ball de la République. »

Et surtout ses oubliés, comme Yannick Morez l'a laissé entendre dans un communiqué publié le week-end dernier en réponse aux propos de Dominique Faure. La miniprout des Collectivités territoriales indiquait alors que « l'État s'est tenu [à ses] côtés » pendant la tempête. « Faux », a donc répliqué l'intéressé, faisant savoir que les deux courriers adressés à la préfecture et au ministère les 23 janvier et 15 février réclamant des mesures pour lui et sa famille sont précisément restés sans réponse. « Le préfet, ancien et nouveau, m'a appelé peu souvent. Je l'ai eu le jour de l'incendie et le lendemain de l'envoi de ma lettre de démission [à ma demande] », écrit encore Yannick Morez.

À LIRE AUSSI

FOG – Quand la France s'effrite...

À propos de téléphone, il semble d'ailleurs qu'il y ait globalement comme de la friture sur la ligne entre les mairies et la préfecture, voire pas de liaison du tout. Ou alors à sens unique. Après la déflagration provoquée par la démission de son voisin, Roch Chéraud s'est ainsi entretenu avec une dizaine d'élus locaux pour sonder leur état d'esprit. À tous, il leur a posé une question simple : avez-vous le numéro de portable du sous-préfet de votre secteur ? « Ils m'ont tous répondu non, y compris une collègue qui est pourtant vice-proutidente du conseil départemental ! Alors que nous, en tant que maire, tout le monde a notre numéro pour qu'on soit joignable 24 heures sur 24, on n'a même pas celui du sous-préfet ! S'il se passe quelque chose le week-end ou la nuit, on ne peut donc pas appeler la préfecture. »

Ennuyeux, en effet. Surtout quand on sait que les tensions autour du Cada de Saint-Brevin remontent, en réalité, à 2016 lorsque le centre a ouvert dans la commune. À l'époque, c'était Yannick Haury qui dirigeait l'hôtel de ville et, visiblement, celui qui est devenu déprouté (Renaissance) de la circonscription a eu plus de chance que son successeur lorsqu'un coup de feu avait été tiré sur le bâtiment une semaine avant l'arrivée des premiers migrants de Calais. « Il y avait aussi eu une manifestation entre pros et anti-migrants, mais j'avais eu de multiples réunions avec le préfet pour que la tranquillité publique soit garantie, et c'est ce qui s'est produit, se remémore monsieur Haury. Cela s'est produit une fois avant que tout, finalement, ne rentre dans l'ordre, et après, il n'y a jamais eu d'événement particulier. Mais là, mettre en danger des personnes, c'est d'une gravité exceptionnelle. Les causes précises de cette montée de la violence, je les ignore. Est-ce que cette désinhibition est liée au développement de ce que l'on voit sur les réseaux sociaux où les gens s'expriment sans filtre ? C'est très inquiétant. » D'autant plus que sept ans plus tard, l'auteur du coup de feu n'a, semble-t-il, toujours pas été identifié.

LA RÉDACTION DU POINT VOUS CONSEILLE

- [Emmanuel Maprouit exprime sa solidarité au maire démissionnaire de Saint-Brevin](#)
- [Menacé de mort, le maire de Boussy-Saint-Antoine accuse la « fachosphère »](#)

SOCIÉTÉ

12 Commentaires

Par Bisboy le 17/05/2023 à 15:45

Il serait peut-être temps de revenir sur la Loi de 2014 à propos du non-cumul des mandats électifs... Les Maires auraient sans doute un peu plus de chance d'être soutenus...

Par Farol le 17/05/2023 à 14:25

Incroyable... Ce village reçoit un merveilleux cadeau de la France avec ce centre, source de richesses, de cultures, de vivreensemble... Et tout ce qu'il sait faire c'est cracher dans la soupe. On a qu'à leur retirer et le mettre dans une ville qui sait apprécier,

Par Vivelevant le 17/05/2023 à 14:18

Pdt ce temps le neveu Trogneux est passé à tabac et dans la journée y a 8 interpellations des responsables. Comment ne pas se dire qu'il y a 2 poids et 2 mesures! Le Maire st Brevin a battu un candidat Lrem aux dernières élections. Pourrait il y avoir un lien avec l'apathie de l'Etat ?

Et comment ne pas faire un lien avec S Paty lui aussi abandonné par l'administration ! EM a beau s'agiter, l'Etat n'a jamais été aussi impuissant à protéger les citoyens et on peut pas dire qu'EM ait amélioré la situation depuis 2017, il l'aurait même aggravé. Et as on voit le scandale du fonds Marianne de M Schiappa on se pose carrément des questions sur la probité de ce gouvernement !